

gazière. Aucun pays ne le tolère, à vrai dire. Il faut mettre un terme à l'exode des profits et des capitaux si nous voulons mettre en valeur nos ressources pétrolières et gazières dans l'intérêt des Canadiens.

Les mesures de canadianisation que renferme le programme énergétique national sont essentielles pour assurer l'avenir énergétique du Canada. Le seul moyen d'y arriver, c'est d'encourager les petites et les grandes entreprises qui sont canadiennes à part entière et de se servir davantage de la société Petro-Canada à titre d'agent de la politique énergétique. Lors des dernières élections, les Canadiens ont demandé au gouvernement d'accorder un rôle plus important à Petro-Canada. Nos chances de devenir autonomes sur le plan énergétique durant la prochaine décennie seront plus grandes si nous incitons les entreprises canadiennes à jouer un rôle plus important dans ce secteur.

Ce sont des entreprises canadiennes privées et publiques, conscientes de leurs responsabilités, qui permettront au Canada de produire l'énergie dont il a besoin. Nous arriverons à canadianiser ce secteur en ayant recours à un certain nombre de moyens qu'il convient de décrire en partie. Les interventions qui ont été faites jusqu'à présent dans le cadre de ce débat ont fait ressortir la confusion qui règne dans l'esprit des députés de l'opposition. Les députés de l'opposition officielle ont tendance à croire que les mesures de canadianisation du programme énergétique national consistent en une confiscation, ce qui n'est pas vrai.

Des porte-parole du gouvernement ont dit très clairement que les conditions d'acquisition de toute société pétrolière seraient justes et équitables. Par ailleurs, des députés du parti progressiste conservateur ont déclaré à maintes reprises que le programme énergétique national contribuerait à remplacer les investissements privés par d'énormes engagements de deniers publics et qu'il était trop interventionniste. Pour sa part, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a fait savoir que le présent gouvernement préférerait que le gros de l'industrie pétrolière demeure aux mains du secteur privé. Je favorise nettement ce point de vue, compte tenu du fait qu'une partie importante de l'industrie pétrolière et gazière canadienne sera assujettie au contrôle du gouvernement canadien.

Les députés du Nouveau parti démocratique trouvent que le programme de canadianisation ne va pas assez loin. Ils aimeraient que le gouvernement nationalise au moins trois grandes sociétés pétrolières et gazières du Canada. Pourquoi trois, leur demanderai-je? Si nous pouvons déboursier les milliards nécessaires à leur achat, pourquoi ne pas dépenser quelques milliards de plus et acheter tout le reste?

Quand il a ouvert le débat vendredi dernier, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a déclaré, comme l'indique la page 4955 du *hansard*, qu'il suffirait que les principales sociétés multinationales vendent une assez grande partie de leurs actions pour atteindre l'objectif de 50 p. 100 de participation canadienne, tout en continuant à diriger leurs opérations à partir de Houston, de Londres ou d'ailleurs et en profitant de certains des encouragements les plus généreux offerts par le programme énergétique national. Je signale cependant que les éléments essentiels du programme d'encouragement à l'exploitation du pétrole sont offerts aux sociétés qui non seulement appartiennent à des Canadiens, mais sont aussi gérées par eux.

Administration du pétrole—Loi

D'une part, les députés d'en face nous accusent d'adopter une politique de confiscation déguisée en politique de nationalisation; d'autre part, certains autres députés de l'opposition nous accusent d'être trop conciliants envers les sociétés multinationales. Cela prouve peut-être tout simplement que le gouvernement a visé juste. Il a choisi une méthode équilibrée et juste pour résoudre le problème irritant et embarrassant de la mainmise étrangère dans le secteur des richesses naturelles.

Le gouvernement veut encourager le secteur privé à investir dans l'industrie pétrolière et gazière. C'est pour cela que nous offrons divers avantages aux particuliers et aux sociétés qui veulent investir dans notre industrie énergétique; mais l'État a tout de même un rôle à jouer. A ce sujet, je voudrais revenir sur l'une des choses que préconisent les députés du Nouveau parti démocratique. Quand il a présenté sa motion vendredi dernier, le député de Vancouver-Kingsway a déclaré que son parti voudrait adopter des mesures pour prendre le contrôle des trois plus importantes sociétés étrangères de pétrole et de gaz établies au Canada. Il a dit que son parti s'engagerait à le faire. Ce que je voudrais savoir, c'est où le gouvernement trouverait les 20 à 25 milliards de dollars qu'il faudrait pour indemniser ces sociétés. Le NPD a-t-il l'intention d'agiter une baguette de magicien pour trouver cet argent? Quand le solliciteur général (M. Kaplan) a demandé au député d'expliquer comment il s'y prendrait, le député s'est contenté de répondre: «Je voudrais pour ma part forcer Imperial Oil à céder une part prédominante au gouvernement canadien». Cela exclut toute participation de la part des investisseurs du secteur privé, ce qui n'est pas le cas de notre politique. Le gouvernement est convaincu que le secteur privé peut contribuer utilement à la mise en œuvre de la politique énergétique si le secteur public y participe de façon raisonnable.

Si les députés veulent un engagement concret, ils n'ont qu'à examiner la politique nationale de l'énergie pour voir que le gouvernement demandera aux Canadiens de participer à la canadianisation de l'industrie pétrolière et gazière grâce à un fonds de participation canadienne. Ce compte s'autofinancera de façon à assurer la disponibilité des capitaux requis pour l'achat d'une ou plusieurs multinationales. Comparez cette politique avec celle des néo-démocrates qui proposent d'appliquer une mesure de force ici, et un coup de baguette magique là, pour réussir à trouver la somme débilante de milliards de dollars. Cette manière de procéder me rappelle la caricature éditorialiste de Duncan MacPherson publiée pendant la campagne électorale de 1968. L'artiste montre le chef néo-démocrate de l'époque contemplant dans le ciel un objet qui ressemble étrangement à un gâteau. L'objet porte la mention «Politique néo-démocrate». Or, 12 ans plus tard, si l'on regarde le ciel, on y voit encore ce gâteau.

Mais revenons à la canadianisation: elle ne se résume pas à la seule acquisition d'une ou de plusieurs multinationales. Notre politique vise à encourager les investisseurs à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz pour répondre aux besoins énergétiques futurs du Canada. Le programme de stimulants au pétrole accordera des encouragements financiers aux compagnies appartenant à des Canadiens et contrôlées par eux. D'ici quelques années, les sociétés financées et contrôlées à 50 p. 100 par des Canadiens toucheront 10 p. 100 des frais autorisés pour la prospection du gaz et du pétrole partout au Canada. Elles toucheront de plus 10 p. 100